

« Conjuguer puissance française et rêve d'Orient »

Héritières de relations nées il y a près de mille ans, les IV^e et V^e Républiques doivent gérer les indépendances et les conflits entre nouveaux acteurs. Désireuse de jouer un rôle dans cette région stratégique, la France reste cependant d'un poids moindre que les États-Unis et peine à proposer des solutions. **ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC ENCEL**

HISTORIA – À quand remontent les premiers liens de la France avec le Proche et le Moyen-Orient?

Frédéric Encel – Dès le XI^e siècle, l'État royal français participe à la première croisade (1095). Un certain nombre de chrétiens vivant encore aujourd'hui au Moyen-Orient sont des descendants des rares croisés qui s'y sont installés tout au long des XII^e et XIII^e siècles. Puis, au début du XVI^e siècle, François I^{er} tisse sa célèbre alliance avec l'Empire ottoman de Soliman le Magnifique. Le roi de France est alors le seul souverain à s'allier aux Ottomans, les ennemis religieux et idéologiques de la chrétienté... Plus tard, Napoléon I^{er} brise le pouvoir vieux de six siècles des Mamelouks qui, eux-mêmes, avaient défait les croisés et les Mongols. Quant à Napoléon III, il nourrit une vision très arabo-musulmane de ce que doit devenir la puissance française outre-mer. À ses yeux, l'Orient commence par l'Algérie, à laquelle il consacre beaucoup de temps et d'énergie. Il y accroît la présence administrative, sociale et militaire de la France à tel point qu'il caresse l'idée d'un royaume franco-arabe. Dès 1860, Napoléon III envoie des troupes au Levant et instaure une politique visant à protéger les chrétiens, notamment face aux Druzes... Enfin, la III^e République va s'inscrire dans la continuité de ce rêve d'Orient. Des efforts diplomatiques sont menés avec la Sublime Porte; et, en 1919,



JEAN-LUC BERTINI/FIGARO PHOTO

“ De Gaulle met en place une politique destinée à redonner un poids diplomatique à la position française ”

lors du traité de Versailles, Clemenceau obtient un mandat français sur le Levant, en Syrie et au Liban.

Le récent renversement du régime de Bachar al-Assad et l'émotion qui s'est emparée des Syriens réfugiés en France rappellent combien les deux pays ont entretenu des relations étroites, notamment dans les années 1920, avec l'établissement du

mandat français en Syrie et au Liban. Quelle est la spécificité de ce mandat?

De manière très prosaïque, la III^e République joue sur la protection multiséculaire des chrétiens d'Orient pour maintenir une base militaire dans une région majoritairement chrétienne, avec les maronites libanais, côté Levant occidental. La France considère que ces derniers seront toujours francophones et francophiles. Cette base doit alors permettre à la France de rayonner dans toute la Méditerranée orientale, voire de menacer les intérêts pétroliers soviétiques à Bakou dans le Caucase. Côté syrien, la France a tenté de diviser la région en quatre États, entre Druzes, Alaouites et musulmans sunnites d'Alep et de Damas. Cela s'est soldé par un échec total.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces relations entre la France et la Syrie?

La Syrie proclame son indépendance le 17 avril 1946. Depuis, les différents régimes syriens se sont succédé dans la violence. Y compris celui de Hafez al-Assad en 1970. Ces régimes ont toujours pointé un doigt vengeur sur la France. Les Druzes se sont révoltés dans les années 1920, derrière le pacha Al-Atrach parce qu'ils dénonçaient les violences des Français, ce qui n'est pas faux; les Alaouites ont nourri le même ressentiment; les musulmans ont



Sur les rangs Entre 1920 et 1946, la France administre la Syrie et le Liban. Une vingtaine d'années durant lesquelles Paris y développe son influence économique et culturelle.

Le général Gouraud (casquette rouge) sur la terrasse de sa résidence à Beyrouth, le 31 décembre 1919.

considéré, à juste titre, que les Français avaient privilégié les chrétiens... or, les musulmans sont majoritaires; enfin, la cession par la France à la Turquie, le 23 juin 1939, du *sandjak* [ancienne division administrative ottomane] d'Alexandrette – une excroissance montagneuse turcophone maritime qui mord sur la Syrie – a été extrêmement mal perçue par les Syriens, qui entretiennent une grande rancœur à l'égard de l'Hexagone.

Depuis quatre-vingts ans, les relations diplomatiques sont en dents de scie. Rappelons que les services secrets syriens se sont unis au Hezbollah et sont soupçonnés d'avoir tué 58 parachutistes français en 1983... L'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, aurait été assassiné, le 4 septembre 1981, par un commando de

miliciens à la solde de services syriens... Le gouvernement français a commis une erreur en 2008, en invitant Bachar al-Assad au défilé du 14 Juillet...

Après la Seconde Guerre mondiale et la création de l'État d'Israël (1948), quel rôle la France entend-elle jouer?

À la fin des années 1940 et dans les années 1950, le défi n'est pas exclusivement proche-oriental: il est arabo-musulman, parce que la France est encore présente en Algérie, au Maroc et en Tunisie. À l'époque, le Quai d'Orsay craint énormément des révoltes d'une partie de ces populations si la France soutient la création de l'État d'Israël. Il y a eu de vifs débats au Quai d'Orsay en 1947, au moment du plan de partage de l'ONU. En octobre 1956, en pleine guerre d'Algérie, éclate la crise de Suez.

L'un des moteurs de l'intervention française fut le credo – abusif – selon lequel Nasser soutenait militairement le FLN algérien. La vérité est qu'il n'en avait pas les moyens et qu'il n'existait pas de continuité géographique entre les deux pays. Mais, pour redorer son blason et défendre des intérêts économiques non négligeables, la France a décidé d'agir. Paris passe alors une alliance éphémère avec Israël, qui va avoir une portée considérable, et notamment des incidences nucléaires.

C'est vraiment sous de Gaulle que se met en place une vraie vision de la politique arabe de la France au Proche et au Moyen-Orient. De Gaulle veut faire du pays le «troisième grand», sur les plans démographique, énergétique et militaire. C'est strictement impossible, et il le sait parfaitement. Mais il lui reste le champ diplomatique. En espérant que la décolonisation ne se déroule pas trop mal, qu'il entretienne de bons rapports avec des États naguère dominés •••

Dossier

... – la Syrie par exemple –, alors seulement, il pourra espérer obtenir à l'ONU des soutiens aussi importants que les deux grands. De Gaulle a donc tout intérêt à jouer la carte du *soft power* diplomatique.

Des dimensions politique, économique, militaire, religieuse, quelle est, selon vous, celle qui a conditionné le plus les relations entre la France et cette région du monde depuis l'après-guerre?

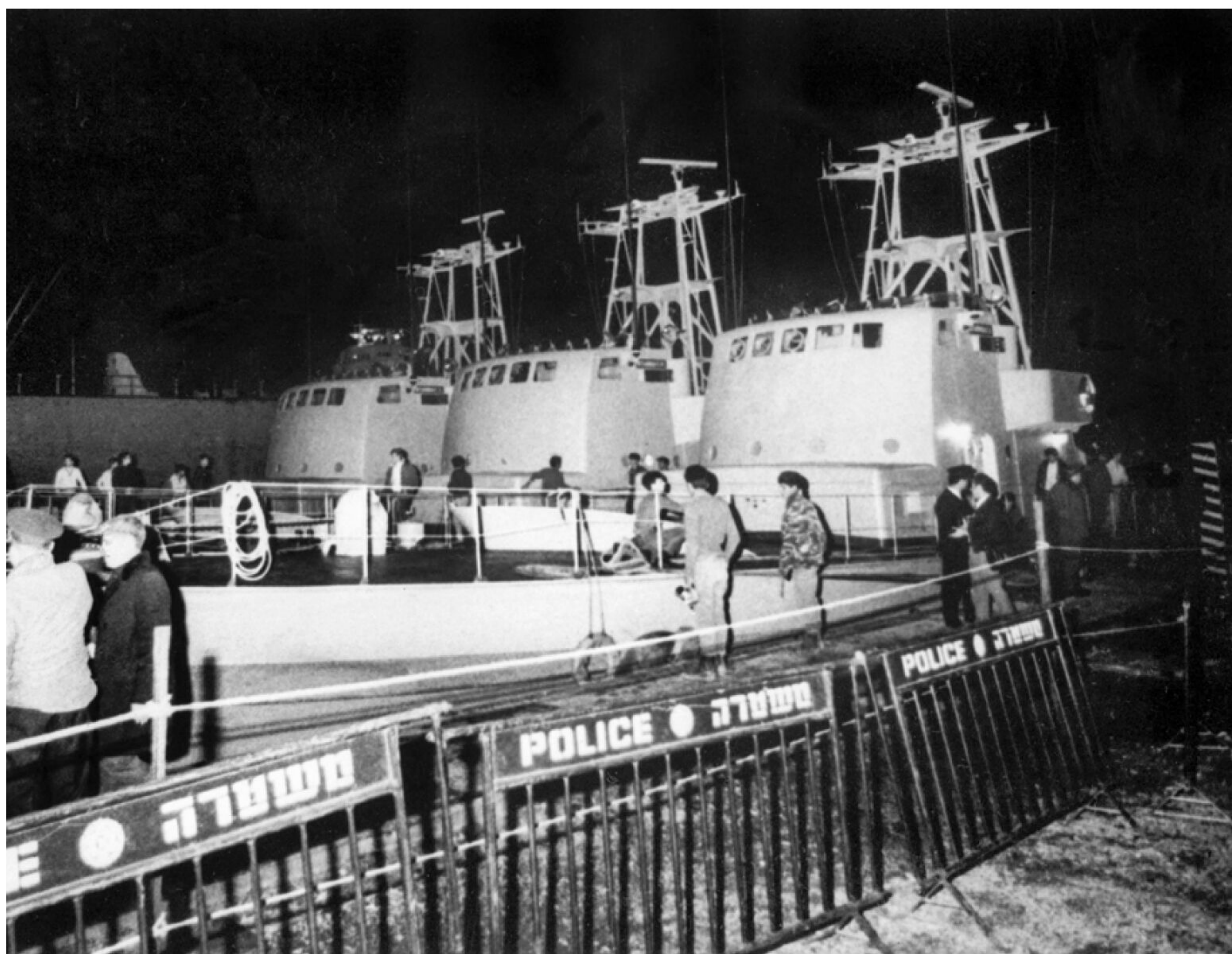
Sans conteste, la dimension militaro-industrielle s'impose. La France a vendu des armes pour des dizaines de milliards de dollars aux États de la Ligue arabe. De Gaulle a impulsé ce marché; Pompidou a passé un accord mirifique de ventes de Mirage avec Kadhafi; Giscard, bien que davantage tourné vers l'Afrique, a mené une politique pro-arabe qui a entraîné une glaciation des relations avec Israël. Les plus gros contrats de ventes d'armes ont été signés sous Giscard avec l'Irak, par l'intermédiaire de Chirac.

Quid des échanges culturels?

Au XIX^e siècle, les cours européennes, jusqu'à Moscou, furent francophiles et francophones avant que les États arabes ne le devinssent. À partir du milieu du XIX^e siècle, les élites du monde arabe, notamment chrétiennes, sont effectivement francophiles et francophones, une manière pour elles de se distinguer socialement. Mais pour des raisons prosaïques, c'est aussi le moyen de pouvoir compter sur une protection française, dans le cas où elles subiraient des exactions de la part de la majorité musulmane et, notamment, de l'Empire ottoman. Au-delà du monde chrétien, un certain nombre de musulmans souhaitant eux aussi faire partie d'une élite apprenaient le français et se disaient proches de la France. Je crois que cette époque est révolue.

Au cours des dernières décennies, quel a été le poids diplomatique de la France au Proche et au Moyen-Orient?

Majeur, mais pas décisif. Majeur dans le sens où, aux côtés des Américains, parfois même avant eux, la France a réussi à s'impliquer dans les proces-



Voie d'eau En décembre 1969, les Israéliens dérobent cinq vedettes dans le port de Cherbourg et les mènent jusqu'à Haïfa (photo). Payées par Tel-Aviv, elles n'avaient pas été livrées en raison d'un embargo sur l'armement décrété par de Gaulle en 1967.

sus de négociations. Cela vaut pour le Liban, dans une moindre mesure pour le conflit israélo-palestinien, pour la Syrie, cela vaut aussi pour les affaires irakiennes; la France s'est même bien implantée dans le Golfe, avec une base stratégique très importante aux Émirats arabes unis à partir de 2009.

La France entretient, officiellement, de bons rapports avec Israël et avec l'Autorité palestinienne, ce qui n'est pas négligeable, mais pas décisif dans le sens où je mets quiconque au défi de me donner l'aboutissement d'un processus de paix grâce aux efforts de la France. La signature des accords de Camp David (1978) revient aux États-Unis; la fin de la guerre Iran-Irak (1988) doit beaucoup aux Américains et à l'ex-URSS; la France était absente de l'accord interlibanais de Taëf (1989) destiné à mettre fin à la guerre civile libanaise, des accords d'Oslo israélo-palestiniens (1993) – où elle n'est pas conviée et où l'Europe dispose d'un simple strapontin... Quand le port de Beyrouth explose en 2020, le chef d'État, qui intervient immédia-

tement, avec des mots très forts, c'est Emmanuel Macron. Mais comment se résout l'affaire du Hezbollah? Pas avec la France... C'est un vrai paradoxe.

Quel président français s'est-il, selon vous, le plus impliqué au Proche et au Moyen-Orient?

Incontestablement, c'est François Mitterrand! Il va rétablir de bonnes relations avec Israël après la prise de distance de Giscard. Dès mars 1982, il se rend à la Knesset alors que Menahem Begin est Premier ministre flanqué de Sharon et de Shamir. Ce n'est pas un trio de colombes! Il y tient alors un discours guère apprécié par les membres du Likoud [qui réunissait alors la droite et le centre, ndlr]. Et, par ailleurs, Begin se garde bien de lui dire qu'il commence à préparer l'opération «Paix en Galilée» – l'invasion du Liban qui débute en juin 1982... Ce qui rendra Mitterrand amer. Ce dernier parle alors de «territoires disputés», et pas «occupés».

Dans la même veine, Mitterrand sauve à deux reprises, en 1982 et en

“Le rôle de la France dans la région reste majeur mais pas décisif. Aucun traité de paix, au Liban ou dans le cadre du conflit israélo-palestinien, n’a été signé – ou même engagé – sous l’égide de Paris”

Coup de crayon

Par le biais du « *soft power* », la France continue d’intervenir, notamment par des actions civilo-militaires, dans les domaines de la santé, de l’éducation et du développement.

Distribution de fournitures scolaires par des éléments français de la Finul au Sud-Liban.



1983, Yasser Arafat de ses ennemis israéliens et syriens au Liban. C’est la flotte de guerre française qui intervient, ce n’est pas rien ! On est alors au zénith du caractère dynamique et réactif de la France dans la région. Mitterrand veut également convoquer une conférence internationale, mais il devra faire face, en pleine guerre froide, à l’hostilité des Américains et des Soviétiques.

De nos jours, la lutte antiterroriste reste au cœur des préoccupations françaises au Proche et au Moyen-

Orient. Quant aux islamistes, ils utilisent souvent, comme arme idéologique, les références au passé « croisé » de la France...

Un fanatique sera toujours porté à instrumentaliser les référentiels historiques, géographiques, parfois sociétaux à des fins politiques. Il va créer un schéma complètement manichéen entre lui – au sens collectif et religieux, pour ce qui est des islamistes – et l’Autre, en essayant de faire croire à ses propres partisans que cette lutte n’a jamais cessé, et que l’adversaire désigné a toujours entretenu des visées

impérialistes, néocoloniales, islamophobes, et donc que la lutte doit être livrée sans répit ni hésitation.

Avec lequel de ces trois pays, Liban, Israël ou Iran, la France entretient-elle les liens les plus forts ?

Je vais peut-être vous surprendre mais c’est Israël. Tout simplement parce que le volume annuel d’échanges économiques entre les deux pays est considérable. Si l’on parle de relations culturelles et linguistiques, je pense que le Liban doit probablement dépasser Israël. Mais attention, quand on parle du Liban, il y a la réalité « ectoplasmique » de l’État libanais et la force des communautés, notamment chrétiennes, qui maintiennent ce lien avec la France.

Quant à l’Iran, il existe un vieux romantisme français lié à la Perse multiséculaire, un peu à la manière de cette passion française pour l’Égypte ancienne. Ce qui se passe en Iran ne laisse pas les Français indifférents. Du côté iranien, une grande partie de la société conserve encore mille références culturelles et politiques – notamment révolutionnaires – françaises. Même si la France reste l’un des punching-balls favoris de la République islamique d’Iran, derrière le « Grand Satan » américain. **PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC PINCAS**